

Annexes

Annexe 1	Lexique.....	151
Annexe 2	Moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires.....	157
Annexe 3	Mise à disposition de résultats infra-communaux.....	159
Annexe 4	Focus sur les indicateurs de convergence de la loi égalité réelle Outre-mer.....	161
Annexe 5	Enquêtes co-financées par la DGom 2014-2020.....	166

Annexe 1 – Lexique

Acemo	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre »
Acemo-Covid	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre » spécial Covid-19
Acemo-DSE	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur le dialogue social en entreprise »
Acemo-PIPA	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur l'enquête sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne entreprise et l'actionnariat des salariés »
Acemo-TPE	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre sur l'enquête sur les petites entreprises »
ACM	Accueil collectif de mineurs
Acoss	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
Adeli	Automatisation des listes (système d'information national portant sur les professionnels de santé)
Ademe	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
AFD	Agence française de développement
AIE	Agence internationale de l'énergie
AMF	Association des maires de France
ANLCI	Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
Antipol	Enquête annuelle « sur les investissements pour protéger l'environnement »
APA	Allocation personnalisée d'autonomie
APE	Activité principale exercée
ARS	Agence régionale de santé
ASH	Aide sociale à l'hébergement
Aspic	Accès des services publics aux informations sur les collectivités
BADIANE	Base de données inter-administrative des établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS)
BAFA	Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
BAFD	Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur
BCN	Base centrale des nomenclatures
BDF	Enquête « Budget de famille »
BIT	Bureau international du travail
BJEPS	Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport
BPE	Base permanente des équipements
CAF	Caisse d'allocations familiales
CARE	Enquête Capacités, Aides et REssources des seniors
CDTM	Comité Départemental du Tourisme de Mayotte
CepiDC	Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès
Cerom	Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires

CHU	Centre hospitalier universitaire
CHRU	Centre hospitalier régional universitaire
CIS	Enquête annuelle communautaire sur l'innovation
Cnaf	Caisse nationale des allocations familiales
Cnam	Caisse nationale d'assurance maladie
Cnav	Caisse nationale d'assurance vieillesse
CNERP	Commission nationale d'évaluation du recensement de la population
Cnis	Conseil national de l'information statistique
Collterr	Enquête sur les budgets de R&T des collectivités territoriales
Coltrane	Dispositif de Collecte transversale d'enquêtes
COM	Collectivité d'outre-mer
CPE	Conseiller principal d'éducation
CPF4	Classification des produits française - niveau groupe
Credoc	Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
Criem	Centre de Ressources Interrégional pour les Enquêtes - Ménages (Insee)
CVS	Enquête « Cadre de vie et sécurité »
CVS-CJO	Correction des variations saisonnières - correction des jours ouvrables
Covid-19	Coronavirus Covid-19
DADS	Déclaration annuelle de données sociales
Dares	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (SSM)
Davar	Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales
DCN	Département des comptes nationaux (Insee)
DDAR	Direction de la diffusion et de l'action régionale (Insee)
DEFM	Demandeurs d'emploi en fin de mois
Depp	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (SSM)
DEPS	Département des études, de la prospective et des statistiques (SSM)
DESL	Département des études et des statistiques locales (SSM)
DGAC	Direction générale de l'aviation civile
DGCL	Direction générale des Collectivités locales
DGDDI	Direction générale des Douanes et Droits indirects
DGEE	Direction générale de l'éducation et des enseignements
DGFIP	Direction générale des Finances publiques
DGom	Direction générale des outre-mer
Dimenc	Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie
Dirag	Direction inter-régionale Antilles-Guyane (Insee)
DIRD	Dépense intérieure brute de R&D
DIJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
DMMO	Déclarations des mouvements de main-d'œuvre
DOM	Département d'outre-mer
Drees	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (SSM)

DRJSCS	Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
DROM	Départements et régions d'outre-mer
DSECE	Département des statistiques et des études du commerce extérieur (SSM)
DSN	Déclaration sociale nominative
EACEI	Enquête annuelle sur la consommation d'énergie dans l'industrie
Ecmoss	Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et sur la structure des salaires
Ecoles	Enquête auprès des écoles de formation aux professions de santé
EDP	Échantillon démographique permanent
ELISA	Extranet local pour l'indemnisation et le suivi des accueils de volontaires en service civique
ENPPS	Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
EPI	Enquête Parc Immobilier
EpiCOV	Enquête nationale sur l'épidémie du Covid-19
EPTB	Enquête sur le prix des terrains et du bâti
ERFS	Enquête « revenus fiscaux et sociaux »
ES	Enquête auprès des établissements sociaux
ESA	Enquête sectorielle annuelle
Esane	Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises
Escapad	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'Appel de préparation à la Défense
Esem	Enquête structurelle des entreprises de Mayotte
ESPAD	European School Project on Alcohol and other Drugs
ETP	Équivalent temps plein
Eurostat	Direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire
FFB	Fédération française du bâtiment
Filocom	Fichier des logements par commune
Filosofi	Dispositif sur les revenus localisés sociaux et fiscaux
Finess	Fichier national des établissements sanitaires et sociaux
FNTP	Fédération nationale des travaux publics
Fnors	Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé
FOROMES	FORmations et diplÔMES de l'animation et du sport
Gis Sol	Groupement d'intérêt scientifique sur les sols
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer
IEOM	Institut d'émission d'outre-mer
IESS	Integrated European social statistics
Ifremer	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
Ined	Institut national d'études démographiques
INJEP	Institut National pour la Jeunesse et l'Éducation Populaire
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques

InserJeunes	Application informatique pour mesurer le taux d'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
Inserm	Institut national de la santé et de la recherche médicale
IPA	Enquête Insertion professionnelle des apprentis
IPC	Indice des prix à la consommation
IRIS	Îlots regroupés pour l'information statistique (découpage géographique)
IRT	Île de La Réunion Tourisme
Isee	Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie
ISPF	Institut de Statistique de Polynésie française
IUT	Institut universitaire de technologie
IVA	Enquête Insertion dans la Vie Active
IVQ	Enquête « Information et vie quotidienne »
JDC	Journée Défense et Citoyenneté
KABP	Knowledge, attitudes, beliefs and practices
Lemna	Laboratoire d'Économie et de Management Nantes Atlantique
LTECV	Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte
Lucas	Land Use/Cover Area frame statistical survey
Medes	Mission Enquêtes, données et études statistiques (SSM)
MESRI	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
MMO	Source mouvements de main-d'œuvre
MSA	Mutualité sociale agricole
NA129	Nomenclature agréée de la CPF à 129 positions
Namea-Air	National Accounting Matrix Including Environmental Accounts
NIR	Numéro d'inscription au répertoire
NUTS2	Nomenclature des unités territoriales statistiques
OCEAN	Outil de coordination des enquêtes annuelles
ODD	Objectifs de développement durable
OETH	Obligation d'emploi de travailleurs handicapés
OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OFGL	Observatoire des finances et de la gestion publique locale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONDRP	Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale
ORT	Observatoire régional des transports
Otex	Orientation technico-économique
PCH	Prestation de compensation du handicap
PIB	Produit intérieur brut
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
PSQS	Portail de suivi quotidien du sportif
QPV	Quartier prioritaire de la ville
R&D	Enquête « Recherche et développement »
Ramsese	Répertoire académique et ministériel sur les établissements du système éducatif

REI	Répertoire des éléments d'imposition
REIN	Réseau épidémiologie et information en néphrologie
RERS	Repères et références statistiques
RES ou Data ES	Recensement des équipements sportifs
REU	Répertoire électoral unique
RFL	Revenus fiscaux localisés
Rica	Réseau d'information comptable agricole
Ridet	Répertoire d'identification des entreprises et des établissements
RIL	Répertoire d'immeubles localisé
RI-APA-ASH	Remontées individuelles APA-ASH
RI-Autonomie	Remontées individuelles sur l'autonomie
RI-PCH	Remontées individuelles PCH
RNIE	Répertoire national des identifiants élèves, étudiants et apprentis
RNIPP	Répertoire National d'identification des Personnes physiques
RP	Recensement de la population
RPPS	Répertoire partagé des professionnels intervenant dans le système de santé
RSA	Revenu de solidarité active
RUP	Région ultrapériphérique
SAA	Statistique agricole annuelle
SAE	Statistique annuelle des établissements
Score santé	Base de données en santé publique
SDES	Service des données et études statistiques (SSM)
SDSE	Sous-direction de la statistique et des études (SSM)
Siasp	Système d'information sur les agents des services publics
Siera	Système d'information sur l'emploi et les revenus d'activité
Sies	Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (SSM)
Silc	Statistics on income and living conditions
Sine	Système d'information sur les nouvelles entreprises
Sirene	Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements
Sirus	Système d'identification au répertoire des unités statistiques
Sise	Système d'information sur le suivi de l'étudiant
SITADEL	Base des permis de construire
Sniir-AM	Système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie
SRCV	Statistiques sur les ressources et les conditions de vie
SSA	Service statistique académique
SSM	Service statistique ministériel
SSMSI	Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSM)
SSP	Service de la statistique et de la prospective (SSM)
SSP	Service statistique public
STAPS	Sciences et techniques des activités physiques et sportives

Statiss	Statistiques et indicateurs de la santé et du social
STS	Section de technicien supérieur
STSEE	Service territorial de la statistique et des études économiques de Wallis-et-Futuna
Teruti	Enquête sur l'occupation et l'utilisation du territoire
TIC	Enquête sur les technologies de l'information et de la communication
Tremi	Enquête Travaux de rénovation énergétique des maisons individuelles
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
VQS	Enquête vie quotidienne et santé

Annexe 2 – Moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires

En **Guadeloupe**, en **Martinique**, en **Guyane** et à **La Réunion**, le recensement est réalisé à coût partagé entre l'Insee et les communes, comme en métropole. L'Insee organise et contrôle les enquêtes de recensement ; les communes préparent et réalisent ces enquêtes. En particulier, les communes recrutent, encadrent et rémunèrent les agents recenseurs. Une dotation forfaitaire est versée pour cela aux communes. Afin de tenir compte des spécificités de ces territoires, son calcul est majoré de 20 % par rapport à celui des communes de métropole (515 000 € en 2020 pour l'ensemble des communes des 4 DROM), mais cette dotation s'appuie également sur un taux de réponse par internet calculé au niveau national (48 % pour l'enquête de recensement de 2020). La réalisation des enquêtes de recensement (y compris cartographie et traitements post-collecte) dans ces quatre DROM mobilise environ 20 ETP.

À **Mayotte**, le recensement exhaustif de 2017 était intégralement à la charge de l'Insee (1 400 000 €, dont 745 000 € de rémunération des agents recenseurs). Une convention établie entre l'Insee et chaque commune permettait de définir le rôle de chacun. Le rôle des communes consistait essentiellement à examiner les résultats de l'enquête cartographique préalable, à contribuer au recrutement des agents recenseurs et à fournir une assistance matérielle pour les opérations de collecte. Par ailleurs, ce sont les communes qui rémunéraient les agents recenseurs et recevaient pour cela une subvention versée par l'Insee. Un chef de mission Insee était envoyé sur place pendant 5 mois pour organiser et contrôler le recensement et calculer les populations légales. Sept superviseurs Insee étaient envoyés 8 semaines sur place pendant la collecte du recensement, pour renforcer les moyens de l'établissement Insee local. Au final, cela représentait environ 7 ETP pour l'Insee⁴⁵. Par ailleurs, l'Insee recrutait une cinquantaine de contrôleurs pour encadrer le travail des 530 agents recenseurs.

À compter de la première enquête annuelle de 2021, la répartition des travaux et responsabilités entre l'Insee et les communes sera fixée par l'article 156 de la loi n° n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité. Le recensement sera à coût partagé entre l'Insee et les communes. L'Insee organisera et contrôlera les enquêtes de recensement et les communes prépareront et réaliseront ces enquêtes. En particulier, les communes recruteront, encadreront et rémunéreront les agents recenseurs. La signature d'une convention ne sera plus nécessaire et les communes percevront une dotation forfaitaire de recensement selon les mêmes modalités que les communes des autres DROM (54 000 € en 2021). Avec la mise en place d'un recensement tournant, l'enquête de chaque année porte sur un volume plus faible que celui des enquêtes exhaustives. Le service régional de l'Insee de Mayotte sera renforcé de 4 personnes, et aucun agent ne sera envoyé de métropole pour la supervision de l'enquête.

À **Saint-Pierre-et-Miquelon**, le recensement est à coût partagé entre l'Insee et les communes. L'Insee organise et contrôle les enquêtes de recensement et les communes préparent et réalisent ces

⁴⁵ Y compris temps d'un agent à la DG.

enquêtes. En particulier, les communes recrutent, encadrent et rémunèrent les agents recenseurs. Une dotation forfaitaire est versée pour cela aux communes, calculée de la même façon qu'en métropole (14 000 € en 2021). Un chef de mission Insee est envoyé sur place pendant 7 semaines pour coordonner le recensement, puis les imprimés sont envoyés en métropole pour y être traités en même temps que les imprimés collectés en métropole en début d'année. Cela représente environ 0,3 ETP pour l'Insee.

À **Saint-Barthélemy** et à **Saint-Martin**, le partage des rôles entre l'Insee et les communes est le même que celui des communes de Guadeloupe. Le mode de calcul de la dotation forfaitaire versée aux communes est également identique (environ 9 000 € au total pour les 2 COM). Les moyens consacrés par l'Insee à ces territoires pour les enquêtes de recensement sont de l'ordre d'une douzaine de jours par an.

En **Nouvelle-Calédonie**, en **Polynésie française** et à **Wallis-et-Futuna**, la collecte du recensement est intégralement à la charge de l'Insee. Une convention établie entre l'Insee et l'institut de statistique local (Isee en Nouvelle-Calédonie, ISPF en Polynésie française, STSEE à Wallis-et-Futuna) permet de définir le rôle de chacun et de verser à l'institut territorial une subvention permettant de couvrir les frais des opérations qui lui sont déléguées, y compris la rémunération du personnel de collecte embauché pour réaliser le recensement (173 000 € à Wallis-et-Futuna en 2018, 2 370 000 € en Nouvelle-Calédonie en 2019, 2 636 000 € en Polynésie française en 2017). Avec cette subvention, l'institut territorial met à disposition les conditions matérielles de réalisation du recensement (ordinateurs, locaux, véhicules...), assure l'impression des questionnaires et la campagne de communication, rémunère tous les acteurs de la collecte (agents recenseurs, contrôleurs, superviseurs) et produit les résultats statistiques. Il fournit également des moyens humains qui complètent ceux envoyés par l'Insee. Un chef de mission Insee est envoyé sur place, pendant 5 mois en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, pendant 8 semaines à Wallis-et-Futuna, pour organiser et contrôler le recensement et calculer les populations légales. Des superviseurs Insee sont envoyés 8 semaines sur place pendant la collecte du recensement, pour renforcer les moyens de l'institut territorial (7 en Nouvelle-Calédonie et 6 en Polynésie française). Un recrutement spécifique de 6 mois est réalisé à Wallis-et-Futuna pour préparer le recensement, assister le chef de mission Insee et assurer le traitement des questionnaires. En moyenne, la charge pour l'Insee de ces trois recensements représente 2 ETP par an sur les 3 années sur lesquelles sont organisés ces recensements.

Annexe 3 – Mise à disposition de résultats infra-communaux

1. Données à l'Iris⁴⁶

L'Insee produit chaque année des données à l'Iris dans le cadre des résultats statistiques du recensement de la population. Les thématiques couvertes sont variées : logements, population (sexe, âge, catégorie sociale...), diplômes, caractéristiques des ménages (taille, structure...), activité des résidents. La métropole et les DROM sont couverts. À Mayotte, des Iris ont été définis pour la première fois à partir du recensement de 2012.

Un comptage de l'ensemble des équipements et services présents dans la base permanente des équipements est également disponible par Iris. Il existe également des résultats au niveau Iris sur les questions de revenus et de pauvreté pour La Réunion et la Martinique grâce au dispositif *Filosofi* (source non encore mobilisable pour les autres DROM).

2. Quartiers de la politique de la ville

Les populations communales 2013 des personnes vivant en quartiers politique de la ville ont été publiées en juin 2016. Elles sont disponibles sur le site Insee.fr pour tous les quartiers prioritaires (QPV) et la couverture géographique est complète (métropole, DROM y compris Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française), du fait de la responsabilité complète de l'Insee en matière de population légale sur les DROM comme sur les COM. Elles seront actualisées en 2021, avec le recensement de la population de 2018.

Les « estimations démographiques », indicateurs qui reposent sur le recensement de la population, ont été diffusées pour la première fois sur les quartiers prioritaires métropolitains en 2015. L'Insee a engagé une réflexion pour les mettre à jour annuellement et élargir leur diffusion aux DROM. En juillet 2020, elles ont ainsi été calculées et diffusées sur le champ Antilles-Guyane (Martinique, Guadeloupe, Guyane) et Saint-Martin. Les données sur La Réunion sont en cours d'expertise. Ce sera ainsi une nouvelle offre de données qui sera disponible annuellement pour les quartiers prioritaires des DROM.

Par ailleurs, l'Insee produit d'autres résultats statistiques sur les quartiers prioritaires « Politique de la ville » : nombre de demandeurs d'emploi, bénéficiaires de la couverture maladie universelle, bénéficiaires de prestations sociales, etc. Pour ces résultats, seule la France métropolitaine et La Réunion sont actuellement disponibles, du fait de la couverture du référentiel d'adresses servant de base à la géolocalisation.

Des travaux ont été engagés en 2018 pour élargir ce référentiel aux DROM d'Amérique et expertiser la qualité des adresses présentes dans les sources des partenaires externes (Cnaf, Pôle Emploi, Cnam, etc.) qui servent à élaborer ces statistiques. Ils ont permis de produire des premiers résultats sur les départements français d'Amérique, qui sont en cours d'analyse. Ils ont également permis d'identifier plusieurs pistes d'amélioration sur ce référentiel et une mission dédiée a été confiée à la direction Antilles-Guyane de l'Insee. Des « fiches quartiers » sur le thème Démographie et Insertion Professionnelle vont être produites à partir de la source Cnaf et Pôle Emploi et seront soumises aux

⁴⁶ L'Iris constitue la brique de base en matière de diffusion de données infra-communales. Il respecte des critères géographiques et démographiques et possède des contours identifiables sans ambiguïté et stables dans le temps.

acteurs locaux de la politique de la ville pour analyse. Si celle-ci est concluante, elles pourront être diffusées à l'instar des fiches produites pour les quartiers métropolitains.

Pour les données relatives aux revenus et à la pauvreté, seule la France métropolitaine, La Réunion et la Martinique sont couverts à ce stade. En effet, le dispositif *Filosofi* mobilisé pour ces statistiques n'est pas jugé de qualité suffisante sur les autres DROM.

3. Données carroyées

Une première diffusion de données carroyées à partir de la source « revenus fiscaux localisés » (RFL) 2010 a été réalisée en 2013. Les données RFL sont disponibles et ont été diffusées sur les territoires de La Réunion et de la Martinique, en plus de la métropole.

Mi-2019, l'Insee a mis en ligne sur le même champ géographique une mise à jour des données carroyées avec des données fiscales millésimées 2015. À plus long terme, les données carroyées s'appuieront sur des sources différentes (recensement de la population ou Sirene), et permettraient de couvrir des DROM complémentaires en fonction des avancements des travaux sur la qualité du référentiel.

Annexe 4 - Focus sur les indicateurs de convergence de la loi égalité réelle Outre-mer

La loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de *programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique* précise dans son article 12 une liste d'indicateurs, parmi lesquels doivent être sélectionnés les indicateurs pour suivre les évolutions induites par les plans de convergence en vue de réduire les écarts de développement, mis en œuvre par territoire.

Hormis les indicateurs sur le produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage et les écarts de revenus par habitant, ces indicateurs sont ceux précisés dans la loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques. Ces indicateurs de richesse font également l'objet d'un rapport gouvernemental.

Les indicateurs nouveaux de richesse sont également disponibles sous l'appellation 'Indicateurs de richesse nationale' sur Insee.fr, avec leurs valeurs nationales et des comparaisons avec les autres pays européens.

Indicateur national	Source	Décomposition régionale en métropole	Couverture Outre-mer (DROM par DROM + COM)
Produit intérieur brut par habitant	Insee, comptabilité nationale	Régions	5 DROM <i>Le PIB est également calculé dans les COM, à un rythme différent par COM</i>
Taux de chômage	Insee, enquête Emploi	Régions, départements, taux de chômage localisé	5 DROM <i>Pour les COM, possibilité d'utiliser le volet Emploi du recensement (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-Futuna tous les 5 ans) ; enquête Emploi en Nouvelle-Calédonie depuis 2017 et en Polynésie française depuis 2018</i>

Indicateur national	Source	Décomposition régionale en métropole	Couverture Outre-mer (DROM par DROM + COM)
Écart de revenus par habitant	Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux	Régions, dispositif Filosofi	La Réunion, Martinique (dispositif Filosofi) <i>Guadeloupe, Guyane, Mayotte : extension de l'enquête Budget de famille 2017</i>
Taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans, au sens du BIT	Insee, enquête « Emploi »	Pas de décomposition régionale publiée par le service statistique public de l'indicateur au sens du BIT <i>Proxy : taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans disponible pour chaque région (Insee, Recensement de la population).</i>	5 DROM <i>Extension possible à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin en utilisant le volet Emploi du recensement (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-Futuna tous les 5 ans).</i>
Effort de recherche (DIRD / PIB)	Sies, enquête « R&D » et Insee, comptabilité nationale	Régions	<i>Pas de publication DROM par DROM, seul un agrégat « Outre-mer » est publié du fait du secret statistique. Le champ de l'enquête « R&D » couvre les COM.</i>
Dettes publiques brutes au sens de Maastricht / Dette brute consolidée des sociétés non financières / Endettement des ménages rapportés au PIB	Insee, comptabilité nationale et Banque de France.	Sans objet <i>L'indicateur est de nature macroéconomique et ne donne pas lieu à des estimations régionales.</i>	Sans objet <i>Les cinq DROM et Saint-Martin sont intégrés à l'indicateur national, mais il n'existe pas de déclinaison régionale de ces résultats nationaux.</i>

Indicateur national	Source	Décomposition régionale en métropole	Couverture Outre-mer (DROM par DROM + COM)
Espérance de vie en bonne santé	Insee, État civil et enquête européenne SILC-SRCV	<p>Pas de décomposition régionale publiée par le SSP</p> <p><i>Extension possible : nouvelles régions.</i> <i>Proxy : espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes, disponible pour chaque région (Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil).</i></p>	<p>Néant</p> <p><i>En cours d'étude : exploitation de l'extension aux quatre DROM historiques de l'enquête SRCV 2018.</i></p> <p><i>Proxy : espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes, disponible pour chacun des cinq DROM.</i></p>
Satisfaction dans la vie	Insee, enquête européenne SILC-SRCV	<p>Pas de décomposition régionale publiée par le SSP</p> <p>Le CGET a utilisé une méthode d'estimation sur petits domaines pour produire des indicateurs sur les anciennes régions.</p> <p><i>Extension possible : nouvelles régions.</i></p>	<p>4 DROM historiques : Extension de l'enquête SRCV 2018.</p>

Indicateur national	Source	Décomposition régionale en métropole	Couverture Outre-mer (DROM par DROM + COM)
Écart de revenus (rapport entre la rémunération totale des 20 % des ménages les plus aisés, et celle des 20 % des ménages les plus modestes)	Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux	Régions, dispositif Filosofi	La Réunion, Martinique <i>Guadeloupe, Guyane, Mayotte : extension de l'enquête Budget de famille 2017</i>
Pauvreté en conditions de vie, ou privation matérielle	Insee, enquête européenne SILC-SRCV	Pas de décomposition régionale publiée par le SSP <i>Extension possible : nouvelles régions.</i>	4 DROM historiques : Extension de l'enquête SRCV 2018.
Sorties précoces du système scolaire	Insee, enquête « Emploi »	Pas de décomposition régionale publiée par le SSP <i>Proxy : part des jeunes de 15-24 ans non insérés (ni en emploi ni en études) et part des jeunes de 20-24 ans sans diplôme, disponibles pour chaque région (Insee, Recensement de la population)</i>	5 DROM <i>Pour les COM, possibilité d'utiliser le volet Formation du recensement (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-Futuna tous les 5 ans) ; enquête Emploi en Nouvelle-Calédonie depuis 2017 et en Polynésie française depuis 2018</i>

Indicateur national	Source	Décomposition régionale en métropole	Couverture Outre-mer (DROM par DROM + COM)
Empreinte carbone (émissions de gaz à effet de serre induites par la consommation de la population)	SDES et Citepa (comptes d'émissions dans l'air), Insee (tableaux entrées-sorties de la comptabilité nationale), Douanes (importations et exportations en valeur), AIE (émissions de GES à l'échelle internationale)	Sans objet <i>L'indicateur est de nature macroéconomique et ne donne pas lieu à des estimations régionales.</i> <i>Proxy : potentiel de réchauffement climatique disponible pour chaque région.</i>	Sans objet <i>L'indicateur est de nature macroéconomique et ne donne pas lieu à des estimations régionales.</i> <i>Proxy : potentiel de réchauffement climatique disponible pour les quatre DROM historiques.</i>
Artificialisation des sols	SSP, enquête Teruti-Lucas et SDES, CORINE Land Cover	Régions, Corine Land Cover	5 DROM

Annexe 5 - Enquêtes co-financées par la DGom 2014-2020

Année de conventionnement	Année de collecte	Opération	Territoires couverts	Coût Insee (collecte - euros)	Participation DGom (euros)	Autres financeurs	Publications réalisées	Lien vers les publications
2020	2020	Enquête CVS Mayotte	Mayotte	370 000	60 000			
2019	2019	Enquête santé DOM	5 DROM	1 005 000	245 000	Drees (maîtrise d'ouvrage)		
2018	2018	Enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie	Antilles-Guyane et La Réunion	686 000	241 000		Publications régionales et nationale, décembre 2020	Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996443 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996570 Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996728 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996404 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4995323
2018	2017-2018	Enquête Budget de Famille Mayotte	Mayotte	264 000	60 000		Publication régionale, mars et juillet 2020	https://www.insee.fr/fr/statistiques/4622454 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4622187
2016	2017	Enquête Technologies de l'information et de la communication	Antilles-Guyane et La Réunion	234 000	106 000		Publications régionales et nationale, juin 2019	Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175696 Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4177886 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4173254 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4174498
2015	2016	Enquête Entreprises Mayotte Pilier 3	Mayotte	367 000	52 000		Publication régionale, février 2018	https://www.insee.fr/fr/statistiques/3320117

Année de conventionnement	Année de collecte	Opération	Territoires couverts	Coût Insee (collecte - euros)	Participation DGom (euros)	Autres financeurs	Publications réalisées	Lien vers les publications
2016	2016-2017	Enquête Budget de Famille	Antilles-Guyane et La Réunion	1 225 000	245 000		Publications régionales et nationale, 2020	Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4623253 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4262807 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4263369 Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4623886 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4263790 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4263031 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4764098 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4622377
2015	2015	Enquête de comparaison spatiale des prix	5 DROM	435 000	41 000		Publications régionales et nationale, avril 2016	Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908453 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908423 Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908400 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908449 Mayotte : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908414 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908163
2015	2015	Enquête Migration-Famille-Vieillesse	Mayotte	884 000	60 000	Ined (maîtrise d'ouvrage), Collectivité territoriale de Mayotte	Publication régionale, mars 2017	https://www.insee.fr/fr/statistiques/2656589
2015	2015	Enquête Patrimoine	La Réunion	343 000	59 000		Publication régionale, janvier 2018 et février 2019	https://www.insee.fr/fr/statistiques/3309901 https://www.insee.fr/fr/statistiques/3309901 https://www.insee.fr/fr/statistiques/3719737
2014	2014	Enquête Formation et Qualification professionnelle	Guadeloupe, La Réunion	592 000	99 000		Publications régionales, novembre 2017 et décembre 2018	Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3681017 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3050957
2014	2014	Enquête Information et vie quotidienne	Martinique	433 000	53 000		Publication régionale, décembre 2016	https://www.insee.fr/fr/statistiques/2530706
2014	2014	Enquête entreprises	Mayotte	274 000	55 000	AFD	Publication régionale, février 2016	https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908443